

Vœu : Vœu ponction sur les collectivités PLF 2026

Intervention : Robin Salecroix (Nantes)

Madame la Présidente, chers collègues,

Le vœu que nous examinons aujourd'hui met des mots sur une réalité que nous vivons déjà. L'État nous demande de faire toujours plus avec toujours moins. Et cette fois, il ne s'agit pas d'un simple serrage de vis, mais d'une ponction historique : plus de 6 milliards d'euros à l'échelle nationale, dont 27 millions potentiellement pour notre métropole.

27 millions de baisses de dotations et de dépenses contraintes. Cela peut sembler abstrait. Alors rappelons ce que cela signifie, concrètement, dans la vraie vie : ce sont 6 rames de tramway qui ne rouleraient pas, 6 000 logements sociaux qui ne sortiraient pas de terre ou encore deux fois le montant consacré en 2025 à l'extension de nos réseaux de chaleur.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que les métropoles seraient riches. La réalité, c'est que les métropoles concentrent les deux tiers de la pauvreté du pays et réalisent la moitié des investissements publics nationaux. Ce sont elles qui portent le pays, pas celles qui le plombent.

Ici, à Nantes, nous finançons les transports du quotidien, la modernisation indispensable du réseau d'eau et d'assainissement, l'accompagnement des entreprises dans la transition écologique et les solidarités qui permettent à des milliers de familles de tenir. C'est ça, la réalité de nos budgets. C'est ça, le service public de proximité.

Pendant ce temps, l'État détricote ce qu'il avait lui-même promis : garanties de compensation de la taxe d'habitation, de la taxe professionnelle, de la CVAE, du fonds de compensation de la TVA...

Sans oublier les baisses de dotations, comme la DGF, qui diminuera encore de 1,7 million en 2026.

Les élus communistes et républicains le disent sans détour : on ne redresse jamais un pays contre ses communes, contre ses intercommunalités. Jamais. Parce que ce sont elles qui tiennent la République au quotidien. Ce sont elles qui investissent, qui accompagnent, qui protègent.

Alors oui, nous voterons ce vœu. Mais il doit être plus qu'une protestation polie : il doit être un avertissement. Nous refusons une austérité qui abîme les services publics, qui ralentit la transition écologique, qui fragilise les solidarités et qui, au fond, nie le rôle même des collectivités.

La vraie question derrière cet enjeu budgétaire est simple : Veut-on une République centralisée qui assèche, ou une République décentralisée qui fait confiance et donne les moyens d'agir ? Ce que nous défendons, nous, élus communistes, c'est une République qui choisit ses habitants avant le capital. Une République qui investit. Une République qui protège. Une République qui tient ses engagements.

Et nous le dirons clairement au gouvernement : arrêtez de faire des collectivités locales et des intercommunalités la variable d'ajustement de vos erreurs. Donnez-nous les moyens d'agir, et nous continuerons à faire notre part au service des habitantes et des habitants.

Je vous remercie de votre attention.